



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques  
Unité gestion des procédures environnementales

installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 10 AVRIL 2025 PORTANT REJET**

de la demande d'autorisation environnementale déposée par la **SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE PONTIVY**  
pour un projet de fusion de deux sociétés (Société Laitière de Pontivy et Société Fromagère de Pontivy)  
situées dans la commune du SOURN (56300)

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-9 et R.181-34 ;

**Vu** le décret du 7 mai 2025 nommant M. Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la demande d'autorisation environnementale présentée le 9 septembre 2024 par la société Société Laitière de Pontivy pour l'exploitation d'une laiterie sur le territoire de la commune du SOURN à l'adresse suivante rue Charles Le Tellier ;

**Vu** le courrier de demande de compléments transmis au pétitionnaire par courrier du 5 décembre 2024 ;

**Vu** la demande de prolongation du dépôt du dossier des compléments par courriel du 5 juin 2025 par la société SLP ;

**Vu** le courrier du 5 juin 2025 accordant un délai supplémentaire à la SLP, jusqu'au 22 septembre 2025, pour déposer les compléments demandés ;

**Vu** les compléments transmis par le pétitionnaire le 18 septembre 2025 ;

**Vu** l'avis défavorable du 23 octobre 2025 de la commission locale de l'eau (CLE) du Blavet ;

**Vu** les contributions recueillies sur le projet ;

**Vu** le rapport du 25 février 2026 de la direction départementale de la protection des populations du Morbihan, chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté adressé par courrier du 2 mars 2026 à la société dans le cadre du contradictoire ;

**Vu** la réponse de la société par courriel du 12 mars 2026 (accord sur le projet) ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation, faisant l'objet de la demande, est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les compléments du 18 septembre 2025 susvisés ne sont pas suffisamment détaillés au regard des éléments figurant dans le courrier susvisé du 5 décembre 2024 et que la réponse apportée reste et demeure partielle ; l'exploitant n'ayant pas apporté de compléments particulièrement sur les points suivants :

- sur l'aspect consommation d'eau de l'installation, où des incohérences sont relevées et en l'absence de la démonstration et de la justification de la demande de volume prélevé dans le Blavet ;

- sur l'acceptabilité du milieu, la démonstration et la justification du respect de l'environnement est insuffisante dans le dossier sur les macro-polluants, incomplète sur les micropolluants, et notamment au niveau écologique où elle est absente ;

- sur la ressource en eau, sur les eaux du Blavet utilisées pour le refroidissement et le lavage des camions, en l'absence du comptage, de la caractérisation, d'analyse de ces rejets dans le Blavet ; et en l'absence d'information sur l'acceptabilité de ces rejets dans le Blavet notamment en étiage ;

- sur le respect de la rubrique de la nomenclature des installations classées 1510 (stockage couvert de matériaux combustibles) pour laquelle la justification du respect de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs

rubriques 1530, 1532, 2662, ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est incomplète ;

- sur les installations IED (directive sur les émissions industrielles) concernant la Meilleure Technique Disponible N°4 par l'absence de démonstration des choix d'allègements des périodicités des contrôles et par l'absence de justification de l'absence de contrôle des chlorures dans les effluents rejetés ;

- sur les installations IED concernant la Meilleure Technique Disponible 21 en l'absence de démonstration du respect des Meilleures Techniques Disponibles mises en place par le calcul des niveaux indicatifs de performances énergétiques et environnementales ;

- sur les capacités financières, par l'absence de la situation comptable et du bilan comptable de la Société Fromagère de Pontivy, autre société du site en activité ;

- sur les plans fournis dans les compléments qui sont incomplets :

- absence du point de rejet des eaux de refroidissement sur la carte au 1/750 ème ;

- absence de la canalisation entre la Société Laitière de Pontivy et ce point de rejet ;

- insuffisance de précisions et erreurs sur les tracés de canalisations des eaux pluviales et des eaux usées traitées ;

- sur le plan d'épandage, dont l'étude d'incidence Natura 2000 est incomplète et insuffisante, elle ne fait pas référence à la ou les zones Natura 2000 pouvant être impactées ;

De plus, il n'est pas fait état de la présence au sein du plan d'épandage de l'arrêté de protection de biotope de la mulette perlière, bassin versant de la Bonne chère du 17 novembre 2021. Ces remarques sont présentées dans l'avis défavorable de la CLE ;

- sur le plan d'épandage, dont la cartographie présentée dans le complément ne visualise pas toutes les zones vulnérables et les pentes des parcelles ;

- sur le plan d'épandage, dont le diagnostic érosif ne prend en compte que les parcelles nouvellement intégrées au plan d'épandage, les anciennes parcelles n'y figurent pas ;

De plus, la cartographie et les tableaux parcellaires des exploitations ne donnent aucune indication sur le risque érosif ;

- sur le plan d'épandage, dont les zones de captages à proximité du plan d'épandage de la Société Laitière de Pontivy sont insuffisamment présentées et, visualisées dans la cartographie ;

- sur le plan d'épandage, dont le rapport d'aptitude des sols à recevoir les effluents est insuffisant dans le dossier ;

- sur l'absence de l'attestation de mise en sécurité de la société laitière du Blavet, dont la cessation de l'activité a été annoncée par un courrier de la Société Laitière de Pontivy du 26 juillet 2024 ;

- sur l'aspect risques liés aux mélanges incompatibles, les conclusions entre l'acide nitrique (HNO3) et le chlorure ferrique (FeCl3) sont hâtives en indiquant qu'il n'y a pas d'effets au sol à l'extérieur du site, les modélisations et les cartographies présentées dans le dossier sont insuffisantes ;

- le risque inondation est écarté comme potentiel danger dans l'étude de dangers, alors que l'installation est intégrée au PPRI du Blavet et que les aménagements demandés ne sont pas réalisés en totalité ;

- l'étude de dangers indique un besoin en eau de 750 m<sup>3</sup>/h en cas d'incendie ;

Le SDIS indique ne pas pouvoir gérer plus de 480 m<sup>3</sup>/h, or les poteaux d'incendies accessibles lors d'une intervention sur le site de la SLP ne peuvent fournir que 400 m<sup>3</sup>/h. Le dossier de la SLP ne présente pas de solution pour combler le déficit de 80 m<sup>3</sup>/h entre l'eau disponible des bornes d'incendie et les capacités opérationnelles du SDIS ;

- les non-conformités relevées dans les compléments :

- l'étude de danger indique l'absence de désenfumage dans le bâtiment 3 ; non conformité dont la résolution est prévue par l'exploitant mais sans proposer d'échéancier ;

- une liste des équipements sous pression incomplète et où figurent toujours des équipements en anomalies de contrôle ;

- les installations fonctionnant à l'ammoniac dont l'étude de danger ammoniac n'est présentée qu'en partie dans le dossier ;

**CONSIDÉRANT** que les compléments du 18 septembre 2025 susvisés ne permettent pas de prévenir de manière satisfaisante les dangers ou inconvénients du projet sur les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 du code de l'environnement, L.181-3 et du code de l'environnement et d'assurer sa compatibilité avec les règles mentionnées à l'article L.181-4 du même code, notamment sur les points suivants :

- parcelles du plan d'épandage situées en zone NATURA 2000 et ne répondant pas aux demandes susmentionnées ;

- présence de goélands dans le site et absence d'analyse de l'impact potentiel du projet sur la présence de cette espèce dans l'étude d'impact ;

La Société Laitière de Pontivy n'explique pas si le projet est susceptible d'engendrer un impact sur cette population et le cas échéant ne définit pas des mesures d'évitement et de réduction ;

- réglementation du Plan de Prévention du risque inondation (PPRI) du Blavet avec une présentation du dossier :

- qui sous-estime la portée réglementaire des zonages ;

- qui ne démontre pas la compatibilité des constructions futures et des travaux sur les biens existants avec le PPRI ;

- qui ne prend pas suffisamment en compte le risque inondation pour en maîtriser ses conséquences sur les personnes et les biens et l'environnement ;

- méconnaissance de la qualité du sous-sol, qui est de type remblai de zone humide, et dont la procédure doit reconnaître l'antériorité de ses aménagements ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que la commission locale de l'eau (CLE) du Blavet avait formulé des réserves demandant que :

- la SLP profite de ce renouvellement d'autorisation pour avoir une action plus déterminée sur les besoins de prélèvement pour répondre notamment au plan " sobriété eau " du Gouvernement ;
- une analyse des eaux de refroidissement rejetées dans le Blavet soit produite et portée à la connaissance de la CLE et démontrant le respect de l'arrêté l'y autorisant ;
- la recevabilité du milieu par rapport aux rejets soit calculée avec une baisse des débits d'étiages correspondant à au moins 20 % du QMNA5 ;
- le rapport d'analyse de l'aptitude des sols à recevoir les effluents soit porté à la connaissance de la CLE lui permettant de vérifier la pertinence du plan d'épandage et la capacité de stockage au regard des contraintes ;
- le risque inondation soit réellement pris en considération et que les actions soient mises en œuvre pour réduire la vulnérabilité du site, notamment des actions relatives à la STEP et au stockage de boues ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application l'article R.181-34 du code de l'environnement, le préfet est tenu de rejeter une demande lorsque, malgré la ou les demandes de compléments qui ont été adressées au pétitionnaire, le dossier est demeuré incomplet ou irrégulier ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article R.181-34 du code de l'environnement, le préfet est tenu de rejeter une demande lorsqu'il s'avère que l'autorisation ne peut être accordée dans le respect des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement ou sans méconnaître les règles, mentionnées à l'article L.181-4 du même code, qui lui sont applicables ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – REJET DE LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

La demande d'autorisation environnementale présentée le 9 septembre 2024 et complétée le 18 septembre 2025 par la société Société Laitière de Pontivy (SLP), référencée sous le numéro SIRET n° 40308772900014 et dont le siège social est implanté rue Charles Le Tellier 56300 LE SOURN, pour l'exploitation des activités de réception et de pré traitement du lait, de production de poudres issues des matières laitières, de production de fromage et des stockages associés sur le territoire de la commune du SOURN à l'adresse suivante : rue Charles Le Tellier, **est rejetée.**

### **ARTICLE 2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

#### **RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Tél-recours citoyens» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

- 1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;
- 2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la reformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **ARTICLE 3 - INFORMATION DES TIERS**

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie du Sourn et peut y être consultée,
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer),
- Une copie dudit arrêté est également adressé à chaque conseil municipal consulté et aux assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, sollicités par le préfet,
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.



#### **ARTICLE 4 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan, inspection des installations classées, et le maire du Sourn sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **10 AVR. 2026**

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,  
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

#### **Copie du présent arrêté sera adressée à :**

- Mme la sous-préfète de Pontivy
- M. le maire du Sourn
- M. le directeur départemental de la protection des populations
- M. le directeur de la société Société Laitière de Pontivy – rue Charles Le Tellier 56500 LE SOURN

